Nouvelles locales du jeudi 12 janvier 2012

@rib News, 12/01/2012Ï Politique- Lâ€™ADC-Ikibiri accuse le Gouvernement burundais de manipuler les pays de la sous-rÃ©gion dans le but dâ€™arrÃªter les membres des partis de lâ€™opposition qui font des dÃ©placements dans ces pays. LÃ©o Ngendakumana, prÃ©sident en exercice de cette coalition, a fait savoir que le prÃ©sident du parti MSD Alexis Sinduhije aurait Ã©tÃ© arrÃªtÃ© en Tanzanie suite Ã cette manipulation de la part du Gouvernement burundais. Il souligne que la coalition aÂ de lâ€™espoir de voir Sinduhije libÃ©rÃ© bientÃ´t par la police tanzanienne qui le dÃ©tient depuis ce mercredi soir [Isanganiro/Rpa/Bonesha]
Ï Justice- Les avocats dâ€™Hassan Ruvakuki espÃ¨rent que la Cour dâ€™appel de Gitega va rÃ©pondre favorablement Ã leurs revendications concernant la rÃ©cusation du tribunal de grande instance de Cankuzo. Ils affirment que tout le monde voit que les revendications sont fondÃ©es. [Rpa/Bonesha]- La population de Cankuzo affirme quâ€™elle nâ€™est pas au courant de prÃ©sence de groupes de terroristes comme tend Ã lâ€™affirmer les accusations portÃ©es contre certaines personnes y compris le journaliste. Elle affirme que la sÃ©curitÃ© est bonne puis quâ€™elle peut circuler librement mÃªme la nuit sur de longues distances Ã pied, Ã moto, Ã vÃ©lo ou encore en vÃ©hicule. Si la sÃ©curitÃ© Ã©tait menacÃ©e par ces groupes terroristes, la population devrait avoir peur et se cacher surtout pendant la nuit. Certaines personnes vont jusquâ€™Ã se demander si les accusations de collaboration avec les groupes terroristes ne seraient pas des montages. [Rpa]- ZÃ©phirin Nzoyisaba, cet Ã©tudiant de lâ€™UniversitÃ© du Burundi qui est accusÃ© de dÃ©tention illÃ©gale dâ€™armes, a comparu avec ses coaccusÃ©s chambre de conseil pour statuer sur leur dÃ©tention. Mais, ils nâ€™ont pas Ã©tÃ© entendus puisque leurs avocats nâ€™avaient encore pris connaissance des accusationsportÃ©es contre eux. [Isanganiro/Rpa]- Lâ€™avocat du dÃ©putÃ© ManassÃ© Nzobonimpa se dit Ã©tonnÃ© par la dÃ©cision du Parquet gÃ©nÃ©ral de la RÃ©publique de suspendre les enquÃªtes sur le do de cahiers ougandais. Il dit que ce comportement est Ã©tonnant car le procureur devrait plutÃ´t protÃ©ger les intÃ©rÃªts du pays. Il ne comprend pasnon plus cette dÃ©cision du fait que procureur nâ€™a pas interrogÃ© le dÃ©putÃ© ManassÃ© Nzobo Cela Ã©tant, il ne va pas abandonner les procÃ©dures, il va saisir le Tribunal de la CommunautÃ© est africaine puisquâ€™il en le droit. [Bonesha/Rpa]Ï SÃ©curitÃ©- Dans le quartier Ruyigi de la commune urbaine de Kinama, un corps sans vie dâ€™un nouveau-nÃ© a Ã©tÃ© dÃ©couvert dans un dÃ©pÃ´t dâ€™immondices par des enfants qui allaient y chercher du charbon. Ils o appelÃ© au secours aprÃ¨s avoir constatÃ© quâ€™un des sacs contenait un corps humain. Le nouveau-nÃ© a Ã©tÃ© poignarc jetÃ© dans cet endroit. Le corps nâ€™a pas encore Ã©tÃ© identifiÃ©, ni lâ€™auteur des faits. Le chef du quartier demande quâ systÃ¨me dâ€™identification des personnes qui habitent les quartiers soit mis en place. Cela permettrait de contrÃ´ler leurs mouvements. [Rpa]- Le gouverneur de la province de Ruyigi affirme avoir demandÃ© Ã lâ€™administrateur de Gisuru, en tant que lâ€™autoritÃ© hiÃ©rarchique du chef de zone qui est accusÃ© de maltraiter la population, de mener des enquÃªtes. Si le rapport de cette autoritÃ© concorde avec les accusations, ce chef de zone sera puni administrativement et aussi judiciairement puisque la population aura droit dâ€™aller introduire une plainte au niveau de la justice. Il affirme quâ€™il a pris cette dÃ©cision car les accusations peuvent Ãªtre des mensonges. [Bonesha/Rpa]- Trois femmes sont incarcÃ©rÃ©es au cachot de la police de Rumonge pour avoir dÃ©racinÃ© des plants de fruits que leurs voisines avaient plantÃ©s. Ces trois femmes ont Ã©tÃ© chassÃ©es des maisons quâ€™elles occupaient pour les attribuer aux rapatriÃ©s. Ces derniers habitent da ces maisons alors que ceux qui ont Ã©tÃ© chassÃ©s sont Ã lâ€™extÃ©rieur et continuent de cultiver les champs. [Rtnb]- Une dâ€™un officier est incarcÃ©rÃ©e dans le cachot de la police Ã Bubanza pour nâ€™avoir pas voulu partager les biens laissÃ©s mari avec les soi-disant enfants de son dÃ©funt mari. Elle ne comprend pas comment des enfants non enregistrÃ©s peuvent venir rÃ©clamer les biens laissÃ©s par son mari, et ce avec la complicitÃ© du procureur de la RÃ©publique Ã Bubanza et du dÃ©putÃ© Pascal Nsesema qui nâ€™est mÃªme pas de la famille de son dÃ©funt mari. Mais ce dÃ©putÃ© fait savoir quâ€™il de lâ€™affaire au profit du parquet de la rÃ©publique Ã Bubanza. Lâ€™association des femmes Ã©pouses des militaires dema que cette femme soit relÃ¢chÃ©e pour aller sâ€™occuper de ses enfants. [Rpa]Ï Education - Le directeur provincial de lâ€™enseignement Ã Bubanza affirme quâ€™il nâ€™y a pas usage de la force dans la collecte des fonds destinÃ©s Ã la cons bureau dâ€™enseignement dans cette province. Mais, les enseignants ne le voient pas de cet Å“il surtout que des formules prÃ© imprimÃ©es qui sont en train dâ€™Ãªtre distribuÃ©s ne font quâ€™aggraver la crainte de ces derniers qui y voient une m dâ€™intimidation pour quiconque ne paiera pas cette somme Ã©gale Ã un salaire mensuel de chacun qui doit Ãªtre payÃ© en tranches suivant les capacitÃ©s du contribuable. [Rpa]Ï SociÃ©tÃ©- Le reprÃ©sentant de la COSYBU affirme que la mesure de suspendre les primes que les entreprises parapubliques donnaient Ã leurs employÃ©s en fin dâ€™annÃ©e est injuste puisque certains avaient dÃ©jÃ perÃ§u ces primes. Il faut alors que les autres en bÃ©nÃ©ficient. De plus cette mesure va dÃ©velopper esprit de fenÃ©ant isme puisquâ€™ils ne seront plus motivÃ©s. Le motif que le deuxiÃ¨me vice-prÃ©sident a avancÃ© comme les caisses de lâ€™Etat sont vides nâ€™est pas du tout convainquant puisque les mÃªmes autoritÃ©s affirment que les caisses lâ€™Etat se portent bien. Dâ€™ailleurs, sâ€™il faut des mesures dâ€™austÃ©ritÃ©, elles doivent frapper tout le monde. [Rpa/I